

Euromärsche für soziale Rechte

NGOs und Gewerkschaften aus ganz Europa mobilisieren im Rahmen der Euromärsche für diesen Sonntag, den 16. März, nach Brüssel, um gegen eine künftige europäische Verfassung, wie sie der EU-Konvent unter Giscard d'Estaing plant, zu protestieren. Der Konvent, der beim EU-Gipfel in Laeken-Brüssel im Dezember 2001 eingesetzt wurde, soll bis Mitte März eine europäische Verfassung erarbeiten. Die Präambel dieser Verfassung, die im Dezember 2000 beim EU-Gipfel in Nizza verabschiedete so genannte Charta der Grundrechte, sieht aber weder ein Recht auf eine Beschäftigung, ein Einkommen noch auf eine Wohnung vor. Die Organisatoren des Euromarsches wollen dies nicht hinnehmen. "Einem verfassungsgebenden Prozess fehlt jede Legitimation, wenn er keine wirkliche Diskussion mit der Gesamtheit der Bevölkerung eröffnet", heißt es in einer Mitteilung der deutschen Koordinationsplattform.

Auch wenn diese Diskrepanz einigen TeilnehmerInnen offenbar bewusst ist - so soll das österreichische Konventmitglied Hans-Peter Martin von einer "charte à la va-vite, sans réflexion approfondie sur les conséquences" gesprochen haben -, echten Widerstand aus den Konventsreihen gibt es kaum.

"Le Monde" dans la tourmente

L'intelligentsia française est en ébullition. Pas un périodique, pas une table-ronde télévisée, pas une conversation de salon qui n'aborde le livre "La face cachée du Monde". Les auteurs, Pierre Péan et Philippe Cohen, présentent leur enquête sur le quotidien de référence comme une "investigation sur l'investigateur". Ils dénoncent pêle-mêle des accointances avec le pouvoir politique, des engagements partisans et des manquements à la déontologie journalistique de la part de la direction. La réponse du "Monde" est sommaire: nous avons de tout temps fait l'objet d'attaques de gauche et de droite, les dénonciations sont fausses et nous poursuivons les auteurs du livre en justice (après avoir tout fait pour en empêcher la publication). Or, même si les motivations des auteurs et certaines de leurs interprétations peuvent paraître douteuses, le lectorat du "Monde", et même les membres de sa rédaction se posent des questions ... sans réponse pour l'instant.

Si le site du "Monde" reflète les hésitations de la direction de mettre l'affaire à plat, celui du "Nouvel Observateur" donne un aperçu plus complet. Pour une discussion détaillée et un point de vue critique de gauche, voir sous acrimed.samizdat.net

Affamer les réfugié-e-s?

"Le Gouvernement a décidé de ne plus allouer de bons d'alimentation aux déboutés du droit d'asile qui ne se sont pas encore décidés pour un retour volontaire", écrit l'Asti. Contre ce "moyen de pression inhumain", l'organisation appelle à une **manifestation symbolique** ce vendredi 14 mars à 14 heures à la place Clairefontaine.

Les membres de la société coopérative woxx sont invité-e-s à assister à l'

assemblée générale ordinaire

qui aura lieu le **jeudi 27 mars 2003**, à 19h00, au **Circolo Curiel**.

Ordre du jour:

- 1) rapport de l'ancien conseil d'administration
- 2) rapport financier de l'année 2002
- 3) rapport des commissaires
- 4) décharge du conseil d'administration
- 5) appel aux candidatures et élection d'un nouveau conseil d'administration
- 6) élection des commissaires
- 7) perspectives de notre projet
- 8) divers et discussion

Comme toujours, l'assemblée générale sera suivie d'un repas commun, auquel nous vous prions de vous **inscrire jusqu'au lundi 24 mars au plus tard**. (tél. 29 79 99-0, fax. 29 79 79 ou woxx-admin@woxx.lu.)

AMENAGEMENT

Repenser le rôle des communes

Enfin un concept clair pour l'aménagement du territoire? Le programme directeur mis en route en 1999 entrera bientôt en vigueur.

(ergué) - C'est avec une certaine satisfaction que Michel Wolter a présenté mardi le "programme directeur d'aménagement du territoire" à la commission parlementaire de l'Intérieur. "Le programme directeur peut s'appuyer sur un large consensus, malgré le fait qu'il prévoit de grands bouleversements", a conclu le ministre de l'Intérieur après l'achèvement de la troisième phase de consultation, celle des hearings régionaux. "Bouleversements" veut dire, plus concrètement, la mise en oeuvre d'un concept de régionalisation, avec la création de six régions: centre-nord, centre-sud, sud, nord, est et ouest. Sur cette base ont été ou seront encore élaborés les plans sectoriels "lycées", "transport", "antennes", "logement", ainsi que le projet "IVL" (Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept).

Un long chemin

La semaine prochaine, la Chambre va donner - comme prévu dans la loi de 1999 - son avis sur le programme directeur, afin que le Gouvernement puisse

finalement l'adopter. L'absence de mise en question fondamentale du projet en commission laisse présager que la plénière va donner son accord aux orientations du programme.

Au niveau de la procédure, le ministre s'est cependant défendu, de manière préventive, des critiques qui pourraient être soulevées. Ainsi, il a expliqué le temps plutôt long qu'a pris l'élaboration du programme par des procédures de consultation trop lourdes. "Le matériel de base a été développé en 1999, sous l'ancien gouvernement. Quatre ans pour la transposition, c'est trop long, il faut adapter les instruments. Par exemple, les communes ont pris beaucoup de temps pour donner leur avis - d'ailleurs un bon nombre n'en ont donné aucun." Concernant certains détails, le programme risque maintenant de ne plus correspondre aux nécessités d'aujourd'hui. Mais, a précisé le ministre, si l'on changeait après coup ses orientations, des affaires en justice seraient inévitables, puisque les consultations ont eu lieu sur une autre base.

Concurrence entre communes

Face aux nombreuses questions des député-e-s concernant le rôle des communes dans le nouveau programme directeur d'aménagement du territoire, Michel Wolter a espéré que ce programme donnera plus de pouvoir au ministère de l'Inté-

eur par rapport aux communes - auxquelles il a d'ailleurs fait le reproche de ne pas toujours oeuvrer dans l'intérêt public. "Que dire de l'autonomie communale si, en concertation avec les communes, nous élaborons un concept pour la mise en valeur des friches industrielles du sud et, qu'ensuite, la ville de Luxembourg décide d'implanter une autre zone dans le sud de son propre périmètre? Que dire si dans la Nordstad les différents acteurs n'arrivent pas à tirer sur le même bout de la corde? Que dire face à l'esprit de concurrence des communes limitrophes de la capitale qui proposent des plans d'urbanisme plus favorables à la création de parkings d'entreprise que Luxembourg-Ville? Que dire enfin de certaines communes qui laissent écouler plus de dix ans entre le vote de l'avant-projet sommaire d'un projet et le vote définitif?"

Et de se demander si les communes sont bien conscientes du nouveau rôle qu'elles auront à jouer lors de la mise en oeuvre de la régionalisation, qui confèrera aux autorités locales d'une région une toute nouvelle compétence. C'est donc la relation entre Etat et communes, d'ailleurs sujet d'un débat parlementaire prévu dans les prochains mois, à laquelle le programme directeur va donner une toute nouvelle empreinte. Avec des conséquences certaines sur le financement des missions communales.

MARCHES PUBLICS

Nachhaltiges Kopfnicken

Alle waren dafür, und doch werden im neuen "marchés publics"-Gesetz soziale und ökologische Kriterien kaum eine Rolle spielen.

(ergué) - Aufträge im Werte von mehr als 1.000 Milliarden Euro oder rund 16 Prozent des Bruttoinlandproduktes der Europäischen Union werden jährlich von öffentlichen Trägern vergeben. Ein riesiger Markt, der strengen Vergaberichtlinien unterworfen sein muss, nicht nur um Wettbewerbsfähigkeit und Bestechlichkeit einen Riegel vorzuschieben. Die Europäische Union gibt in Sachen öffentlicher Ausschreibungen mit schöner Regelmäßigkeit Richtlinien vor. Das Hauptgewicht legt die Kommission dabei vor allem auf die freie Entfaltung der Konkurrenz zwischen Anbietern verschiedener Mitgliedstaaten, entsprechend eng ist deshalb der legislative Spielraum, der den Einzelstaaten überlassen wird.

Diese schmerzliche Erfahrung wird demnächst wohl auch das Luxemburger Parlament machen müssen: Am 7. April wird die Parlamentskommission für öffentliche Arbeiten nach mehrjähriger Beratung einen Bericht zur Gesetzesvorlage Nr. 4653 ablegen, der die Luxemburger Gesetzgebung EU-konform machen soll. Nach jetzigem Informationsstand wird die Kommission sich dabei selber verleugnen müssen: Weder im Gesetz, noch in den dazu gehörenden großherzoglichen Reglementen werden soziale und ökologische Kriterien festgeschrieben werden.

Sogar die Abgeordneten der Mehrheitsparteien ließen sich davon überzeugen, Aspekte wie fairen Handel, Umweltschutz und soziale Sicherheit in einen Änderungsantrag einfließen zu

lassen. Nachdem der Staatsrat sich gegen ein solches Unterfangen gewehrt hatte, wurde die Kommission mit dem Argument vertröstet, dass die entsprechenden Kriterien ihren Niederschlag in den Ausführungsbestimmungen des Gesetzes finden würden. Das Gesetz selber hält nur noch vage fest, dass die öffentlichen Auftraggeber bei ihren Ausschreibungen den "Aspekten und den Problemen der Umwelt und der Förderung von nachhaltiger Entwicklung" Rechnung tragen müssen.

Am 4. Juli des vergangenen Jahres kam es zu einer symbolischen Protestaktion vor dem Abgeordnetenhaus, bei der eine breite Koalition aus sozialen, ökologischen und entwicklungs-politischen Organisationen ihrem Wunsch nach echter Nachhaltigkeit Ausdruck verleihen wollten: "Wären Sie einverstanden, wenn ihre Kinder mit Fußballen spielen würden, welche andere Kinder, in Asien oder Lateinamerika, unter Missachtung elementarster Rechte und für Hungerlöhne herstellen müssen?", hieß es in einem Flugblatt, das den Abgeordneten ausgehändigt wurde. Dreh- und Angelpunkt des neuen Gesetzes ist nämlich das Prinzip des "wirtschaftlich günstigsten Angebotes". Demnach verpflichten sich öffentliche Träger bei Ausschreibungen immer das Angebot anzunehmen, was dieser Definition am nächsten kommt. Zwar muss das nicht zwangsweise das billigste Angebot sein, denn es darf zwischen den drei günstigen Preisangeboten ausgewählt wer-

den. Dennoch wird der Preis immer eine übergeordnete Rolle spielen. Und was nützt es dem ökologisch und/ oder sozial korrekten Anbieter, wenn er als viert-"billigster" dennoch leer ausgeht?

Um dessen Chancen zumindest etwas zu wahren, sollte ein "règlement grand-ducal" genauer definieren, was denn nun als "économiquement avantageux" zu gelten hat. Zwar hat die Parlamentskommission keinen direkten Einfluss auf die Formulierung solcher Reglemente, doch hatte sich das zuständige Ministerium bereit erklärt die ursprünglichen Forderungen zu übernehmen. Doch Ende Februar wurde bekannt, dass die Regierung ihren Textentwurf ersatzlos auf Geheiß des Staatsrates zurückgezogen hat.

Zwar setzt sich die Travaux-Kommission immer noch für ein Beibehalten der Kriterien ein, doch geht jetzt alles seinen parlamentarischen Gang. Nach der Abstimmung des Kommissionsberichtes wird das Gesetz zur Abstimmung gelangen, ohne dass ein weiterer Einfluss auf das "règlement grand-ducal" bestehen wird. Der Staatsrat blockiert, weil eine zu restriktive Vergabepolitik nicht mit EU-recht vereinbar sei. Wobei er für einmal seiner Zeit voraus zu sein scheint: Es gibt inzwischen einen neuen Richtlinienentwurf seitens der EU, der den Spielraum für andere als rein ökonomische Kriterien noch enger setzt. Der Kampf um soziale und ökologische Mindestnormen muss also, wie so oft, auf Kommissions- und Ministerratebene gefochten werden, den nationalen Parlamenten kommt dabei einmal mehr lediglich die Rolle der unermüdlichen Kopfnicker zu.

